

# COMMISSION NATIONALE DES FORFAITS

Paris, le 25 mars 2010.

## COMMUNIQUE

### **Aux membres du Comité national de l'Enseignement catholique Aux Directeurs diocésains et aux membres des Cellules diocésaines des forfaits communaux**

Le décret d'application de la loi n° 2009-1312 du 28 octobre 2009, dite loi Carle, et la circulaire relative au financement par les communes des écoles privées, attendus initialement pour le mois de janvier 2010, ne sont toujours pas publiés.

Le décret d'application était annoncé à la séance du Conseil supérieur de l'éducation (CSE) du 11 mars 2010 mais n'a finalement pas été examiné par cette instance placée sous la présidence du Ministre de l'Education nationale et obligatoirement consultée sur tous les textes applicables aux établissements publics et privés. Le Conseil d'Etat devrait préalablement être saisi par le ministre pour avis avant toute présentation du décret au CSE.

La Commission nationale des Forfaits vous rappelle que, là où c'est légitime, la négociation prioritaire demeure celle du forfait dû par les communes d'implantation des écoles privées car il est trop souvent bien en deçà de ce que prévoit la loi.

En l'attente du décret et de la circulaire, il vous est recommandé de ne pas aller négocier le forfait pour les élèves non résident sauf dans le cas où cette négociation est déjà en cours et ne soulève pas de problème de principe.

Toutefois, en vue de préparer l'étape après la publication du décret et de la circulaire, nous vous engageons à ce que la cellule diocésaine :

- dispose d'un état des lieux précis de la liste des communes de résidence des élèves ;
- connaisse précisément le nombre d'élèves concernés par le ou les cas dérogatoires desquels ils relèvent ;
- organise la stratégie pour mettre en œuvre les dispositions du forfait pour les élèves non résidents.

La Commission nationale des forfaits

